



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SLFP (ex BERNARDAUD)

Rue de la Lande
87520 Oradour-Sur-Glane

Références : UiD872026-051

Code AIOT : 0006001466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement SLFP (ex BERNARDAUD) implanté Rue de la Lande 87520 Oradour-sur-Glane. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une visite effectuée le 01 juillet 2025, l'organisme en charge du contrôle périodique de l'installation soumise à déclaration au titre de la réglementation ICPE (rubrique : 2570-2) a informé l'Inspection des installations classées, conformément à l'article R512-59-1 du Code de l'Environnement, de l'existence de non-conformités majeures (NCM) et de la persistance de non-conformités majeures à l'issue du contrôle complémentaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SLFP (ex BERNARDAUD)
- Rue de la Lande 87520 Oradour-sur-Glane
- Code AIOT : 0006001466
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SLFP (ex BERNARDAUD) fabrique des objets en porcelaine blanche sur le site d'Oradour sur Glane.

Elle bénéficie de 2 récépissés de déclaration du 26 février 1991 et du 3 août 1979 respectivement pour les activités de cuisson ou séchage des vernis, peintures, encres d'impression classée en déclaration sous la rubrique 406-1 et activité de stockage de gaz combustibles liquéfiés classée en déclaration sous la rubrique 211-B. Ces activités ne sont plus exercées sur le site d'Oradour-sur-Glane depuis de nombreuses années.

Le site est désormais seulement déclaré sous la rubrique 2570-2 pour l'activité d'application d'émail depuis le 12 septembre 2017.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2570

Thèmes de l'inspection :

- Suite contrôle périodique avec persistance NCM
- Récolement à l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2570

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I - 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Bruit	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	État des stocks	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Raccordement au réseau public	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 1.1.1	Sans objet
2	Contrôle périodique électricité	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 2.7	Sans objet
4	Dispositif isolement et collecte	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 2.11	Sans objet
7	Produit chimique – FDS	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 3.3	Sans objet
8	Produit chimique – Condition de stockage	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 2.10	Sans objet
10	Rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 5.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site apparaît propre et bien tenu, les contrôles et vérifications périodiques sont bien réalisés. L'exploitant est dans une démarche de certification ISO, avec une veille réglementaire en place, un suivi d'actions préventives et correctives et une stratégie d'amélioration continue. Quelques actions et documents justificatifs complémentaires sont attendus par l'Inspection tel que mentionné dans ce rapport.

Concernant la non-conformité majeure maintenue pour le sujet bruit, l'exploitant a réalisé des études complémentaires pour identifier les sources de bruits et des actions correctives possible. Une réflexion est en cours quant à la meilleure stratégie technico-économique à mettre en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : <p>Au jour de la visite, l'exploitant précise que son activité n'a pas évoluée et qu'il n'a pas de projet notable d'évolution d'activité.</p> <p>La quantité d'email appliqué quotidiennement dépend de la production, elle-même liée au carnet de commande du site. L'exploitant organise ses horaires de production pour répondre au carnet de commande. Sur l'année 2025, l'exploitant estime à 500 kg/j de quantité d'email sec appliquée.</p> <p>A noter qu'il n'est pas précisé dans la définition de la rubrique 2570 si la quantité d'email appliquée doit être calculée sur la matière sèche ou diluée. Après investigation auprès de notre service régional, la quantité d'email sèche doit être prise pour référence dans le calcul.</p> <p>A noter également qu'il n'existe pas de seuil supérieur pour l'alinéa 2 de cette rubrique (2570-2. <i>Application, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 100 kg/j</i>) et que cette méthode de calcul n'affecte pas le classement du site.</p> <p>Dans le cadre de sa certification ISO 14 001, l'exploitant procède à une veille réglementaire annuelle et dispose d'une trame de vérification concernant les activités ICPE susceptibles d'être classées pour son site. Il dispose également d'un abonnement à un logiciel de conformité réglementaire.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle que depuis janvier 2026, les incidents et accidents doivent être déclarés sur : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le rapport de vérification périodique du 13 mars 2025 a été présenté à l'Inspection et ne fait apparaître aucune observation sur un périmètre de vérification complet. L'exploitant précise que toutes les actions sont reprises et suivies dans un plan d'action CAPA (actions correctives et préventives).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I - 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) [...] permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;• d'extincteurs [...] bien visibles et facilement accessibles. [...] ;• de robinets d'incendie armés, répartis dans les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. [...]• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• d'un système de détection automatique d'incendie. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]
Constats : Le site dispose des moyens incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">• Extincteur et RIA, vérifiés annuellement par des prestataires. Les rapports de contrôle du 15/01/2025 et 27/11/2025 ont été présentés à l'Inspection• Alarme incendie, vérifiée semestriellement par un prestataire, les rapports de contrôle du 08/04/2025 et du 23/10/2025 ont été présentés à l'inspection. Lors de la visite du site, l'Inspection a noté que l'accessibilité à certains de ces moyens d'extinction était difficile puisque encombré. L'exploitant doit veiller à laisser accessible les moyens de lutte contre l'incendie.

<p>Un poteau incendie est disponible sur la voie publique à proximité immédiate du site. L'exploitant indique qu'annuellement (routine du plan d'action) il relance les services de la ville afin d'obtenir le contrôle des hydrants sans toutefois avoir de réponse. Le dernier contrôle disponible en date du 31/07/2018 fait apparaître un débit de 37 m³/h. Ce débit est non-conforme et insuffisant au regard de l'attendu de 60 m³/h minimum prescrit à l'arrêté sus-visé. Les services de la ville doivent être sollicités à nouveau pour obtenir un contrôle des hydrants.</p> <p>Une réserve d'eau (un étang) est disponible à proximité. L'exploitant indique qu'un accès pompier empierré avait été mis en place mais ne garantit pas l'accessibilité actuelle. Les services du SDIS ont visité le site il y a plusieurs années, ils pourraient être re-sollicités par l'exploitant notamment concernant la possibilité technique d'exploiter la réserve d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rend accessible les extincteurs et RIA encombrés par du matériel lors de la visite et assure une vigilance constante sur ce point.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de disposer d'un débit d'extinction conforme à l'arrêté sus-visé, soit par un poteau incendie conforme, soit en garantissant la possibilité de pomper dans la réserve d'eau à proximité en complément. Un élément justifiant de la disponibilité de ces débits est transmis à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Dispositif isolement et collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 2.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle périodique ICPE du 11/07/2024, une autre non-conformité (ANC) relevée concernait l'absence de consigne pour le dispositif d'isolement. Au jour de la visite, l'exploitant précise que cette consigne existait, elle n'était juste pas reportée dans la procédure. La procédure d'urgence mise à jour du 12/02/2026 a été présentée à l'Inspection.</p> <p>L'exploitant précise que lors de travaux de rénovation de voirie, un système de collecte (fosses et canalisations) de l'ensemble des éventuelles eaux d'extinction et de process du site a été mis en place. Ce réseau abouti à deux fosses de 90 m³, vues lors de la visite. Des pompes renvoient les effluents vers la station de traitement des eaux de process.</p> <p>En cas d'incendie, les pompes de relevage sont coupées et les eaux d'extinctions restent stockées dans les fosses et le réseau de collecte. Les eaux d'extinction seraient alors ensuite pompées et évacuées.</p> <p>L'exploitant précise que l'arrêt des pompes peut être activé par le personnel de maintenance et qu'un système d'astreinte est en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 8.1		
Thème(s) : Risques accidentels, /		
Prescription contrôlée : [...] Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. [...]		
Constats : Le rapport de contrôle périodique du 11/07/2024 et la visite complémentaire du 01/07/2025 relevait et maintenait une non-conformité majeure concernant le bruit. L'organisme de contrôle a alerté l'Inspection conformément au Code de l'Environnement. Le rapport de campagne acoustique du 04/07/2025 relève des dépassements des valeurs limites pour les zones à émergences réglementées (ZER) sur les périodes nocturnes et diurnes. À noter que les ZER prises pour référence sur l'étude acoustique de 2025 ne sont pas les mêmes que celles prises en référence sur l'étude acoustique de 2020. Cet état de fait est lié à la progression de l'urbanisation autour du site existant. Le nouveau point de mesure, plus proche du site, pénalise d'autant les résultats. Aucune plainte du voisinage n'a toutefois été relevée. L'exploitant a procédé à une étude acoustique avec un prestataire afin de déterminer les sources de bruits et des actions de réduction. Il a ainsi été identifié que les 17 tourelles d'extraction d'air permettant l'évacuation de la chaleur des fours génèrent une part non négligeable du bruit, avec le four et les dépoussiéreurs déjà identifiés. Certaines actions correctives ont déjà été mises en œuvre, notamment le changement des filtres d'aspiration des fours ainsi qu'une maintenance mensuelle de nettoyage /remplacement de ces filtres. Au jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection différents devis pour insonoriser ou remplacer les éléments sources de bruit. Les budgets d'interventions sont conséquents et les meilleures solutions technico-économiques sont en cours d'étude.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives permettant de respecter les seuils d'émergence réglementaires. Un plan d'action détaillé (projets – réduction de bruit attendue/ budget/ délais) est transmis dans cet objectif sous 3 mois à l'Inspection. Au regard de ce plan d'action, l'exploitant met en œuvre les actions correctives. Une fois les travaux correctifs réalisés, une nouvelle étude de bruit confirmera l'efficacité de ces derniers et		

sera transmise à l'Inspection à réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks de matière première email intervenant dans le classement ICPE du site. Cet état des stocks est accessible à distance et tenu régulièrement à jour.</p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks de ses produits dangereux. Il indique qu'il a très peu de produits chimiques utilisés sur site et que ces produits sont stockés dans des bidons de faibles volume. Le document reprenant l'ensemble des produits chimiques commandés en 2025 ainsi que le local de stockage visité lors de l'Inspection atteste ces faits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Malgré les faibles quantités de produits dangereux, et afin de respecter les prescriptions de l'arrêté sus-visés, l'exploitant doit mettre en place et tenir à jour un état des stocks de l'ensemble des produits dangereux en retenant les quantités maximales susceptibles d'être stockées sur site (risque majorant).</p> <p>Ce registre est transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Produit chimique – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il procède à une évaluation annuelle de ses fournisseurs et que dans ce</p>

<p>cadre il demande la transmission des fiches de données de sécurités (FDS).</p> <p>Ces dernières sont enregistrées sur le réseau informatique et sont accessibles à l'ensemble du personnel. La FDS consultée était mise à jour du 03/2022, l'exploitant considère 5 ans de validité sous réserve d'absence de modification.</p> <p>L'exploitant indique être en cours de réflexion sur des FDS simplifiées à afficher au poste de travail des collaborateurs.</p> <p>Lors de la visite du local de stockage, les produits chimiques sont stockés dans leur contenant d'origine et les noms et étiquettes sont bien présents et lisibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produit chimique – Condition de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention [...]</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ou contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques vus lors de la visite sont correctement stockés sur rétention et/ou dans une armoire chimique avec rétention. Une réflexion sur la compatibilité des produits chimiques a été menée, notamment dans l'armoire de stockage où un affichage de compatibilité est présent.</p> <p>Les rétentions apparaissent correctement dimensionnées et les locaux sont correctement ventilés.</p> <p>Hormis les étiquettes sur les contenants et les FDS mises à disposition du personnel, il y a peu de signalement des dangers liés aux produits stockés. Une réflexion pourrait être menée par l'exploitant pour améliorer l'affichage des risques associés ainsi que les moyens de protection associés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Raccordement au réseau public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle périodique ICPE du 11/07/2024, une autre non-conformité (ANC) relevée concernait l'absence de dispositif anti-retour. Au jour de la visite, l'exploitant précise que ce dispositif existait bien, le personnel en charge n'étant pas disponible, ils n'avaient pas su l'indiquer à l'auditeur.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un registre des relèves de totalisateurs. Le compteur étant difficile d'accès, les relèves sont réalisées par le fournisseur d'eau 2 fois par an pour la facturation.</p> <p>Dans un objectif de certification ISO 50 001, l'exploitant envisage de s'équiper d'une relève automatique sur le compteur existant, facilitant ainsi les relèves et l'exploitation des données.</p> <p>Le site consomme environ 8 000 m³ par an.</p> <p>Il n'y a pas de refroidissement en circuit ouvert des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit formaliser un registre permettant de tenir à disposition de l'inspection les consommations d'eau du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Rejet aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.5. Valeurs limites de rejet</p> <p>[...] les rejets d'eaux résiduaires font l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; • température : < 30 °C ; [...] <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; • DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; • DBO₅ : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà. <p>Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques, avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p>

- indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- AOx : 5 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j ;
- arsenic : 0,1 mg/l si le flux est supérieur à 1 g/j ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- Pb : 0,5 mg/l si le flux est supérieur à 5 g/j ;
- Cd : 0,2 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé [...] Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Constats :

Les eaux de process sont collectées et acheminées vers deux fosses. Des pompes de reprises renvoient ces eaux vers la station de traitement où elles subissent une coagulation/floculation/décantation par batch avant rejet au milieu naturel. Les boues sont collectées et envoyées vers un filtre presse avant d'être évacuées en déchets. L'équipement a été vu lors de l'inspection.

L'exploitant avait sollicité les services de la ville quant à un rejet vers la station d'épuration urbaine mais dans la mesure où ils respectaient les valeurs limites d'émission au milieu naturel, cette voie a été privilégiée afin de ne pas saturer la station d'épuration avec des effluents peu chargés.

L'exploitant réalise, via un prestataire externe, deux analyses par an de ses rejets aqueux sur l'ensemble des paramètres (polluants spécifiques compris) prescrit à l'arrêté sus-visé.

Le dernier rapport d'analyse du 16/09/2025 a été présenté à l'Inspection, les concentrations rejetées pour l'ensemble des paramètres sont très inférieures aux valeurs limites d'émission (VLE) prescrites.

A noter, la réglementation impose une mesure des concentrations des différents polluants au moins tous les 3 ans et les polluants spécifiques visés à l'alinéa d) de l'article sus-visé qui ne sont pas susceptibles d'être émis ne font pas nécessairement l'objet des mesures périodiques sous réserve d'éléments le justifiant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après [...]

6.2.1. Poussières

Si le flux massique est inférieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 150 mg/Nm³ de poussières.

Si le flux massique est supérieur à 0,5 kg/h, les gaz rejetés à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/Nm³ de poussières.

6.2.3. Polluants spécifiques

a) Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre). Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite de concentration est de 300 mg/mètre cube.

b) Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote). Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h, la valeur limite des concentrations est de 500 mg/mètre cube.

c) Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl). Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 50 mg/mètre cube.

d) Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules) [exprimés en HF]. Si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules.

e) Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :

- rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés, dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de : 0,05 mg/m³ par métal et de 0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;
- rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés : si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te) ;
- rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en Pb) ;
- rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés : si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

6.3. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Toutefois, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces produits dans l'installation.

Constats :

L'exploitant fait réaliser par un prestataire externe, une campagne d'analyse de contrôle de ses dépoussiéreurs tous les 3 ans.

Le dernier rapport d'analyse du 21/02/2025 a été présenté à l'Inspection et ne fait pas apparaître d'observation : les concentrations de poussières rejetées pour les 5 dépoussiéreurs sont nulles et donc conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) prescrites.

L'exploitant ne réalise pas de mesure des polluants spécifiques visés à l'article 6.2.3 de l'arrêté sus-

visé et ne dispose pas d'élément justifiant cette absence de mesure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les polluants spécifiques mentionnés à l'article 6.2.3 de l'arrêté sus-visé ne nécessitent pas un suivi périodique et transmet ces éléments à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I – 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : <p>Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
Constats : <p>Les déchets produits par le site sont principalement les boues issues du traitement des eaux de process, des rognures (excédent de pâte) et des pièces cassées. En cas de mauvaise pâte ou d'incident de process, des suspensions aqueuses peuvent également être évacuées. Également, une fois par an des huiles machine issues des opérations de maintenance sont évacuées.</p> <p>L'exploitant suit les évacuations de ses déchets via Trackdéchet et dispose des bordereaux d'évacuation et de son registre de suivi, ils ont été présentés lors de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite